

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 482 du 21.09

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

L'arsenal atomique d'Israël inquiète.

1 Dossier

1-1 Esam Al-Amin : Des chefs de la Sécurité formés par la CIA élus à la direction du Fatah.

1-2 Jeff Gates : Comment l'arsenal nucléaire d'Israël nous met tous en danger.

1-3 Menaces Nucléaires : Sanctions Paralysantes contre les Deux Puissances Nucléaires Va-T-En Guerre : Israël et US....

1-4 Jérôme Anconina : « C'est Israël ici, pas la Palestine » .

1-5 Jonathan Cook : Des spots publicitaires israéliens contre le mariage mixte exhortent la jeunesse américaine "perdue" à venir en Israël.

1-6 Dror FEILER : L'amalgame entre un État et un peuple vise à empêcher toute enquête.

1-7 Israël programme de nouvelles constructions à Jérusalem-Est.

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Myriam Abraham : Encore un nouvel Institut de Propagande Fasciste Sioniste aux USA

3 Les brèves

3-1 Netanyahu fait état de divergences à aplanir avec Washington.

3-2 Abou Halbia : La continuation des constructions dans les colonies affirme le soutien d'Obama aux sionistes.

3-3 Les Israéliens divisés sur un gel de la colonisation.

3-4 Les Forces d'Occupation mettent le feu à un bateau de pêche à Gaza.

Tiré a part

L'arsenal atomique d'Israël inquiète.

Conférence générale de l'Aiea du 18/09/2009

La conférence générale de l'Aiea a exprimé hier "*sa préoccupation*" face à l'arsenal atomique d'Israël, dont l'existence, bien que secret de Polichinelle, n'est ni confirmée ni démentie officiellement, dans une résolution appelant par ailleurs Israël à abandonner l'arme nucléaire.

Les Etats arabes ont réussi à faire passer un texte, non contraignant cependant, exprimant "*la préoccupation sur les capacités nucléaires israéliennes et (appelant) Israël à adopter le Traité de non-prolifération (TNP) et placer ses sites nucléaires sous les garanties de sauvegarde de l'Agence internationale de l'énergie atomique*".

Les pays occidentaux ont dans un premier temps tenté d'empêcher un vote sur cette résolution jugée contreproductive, surtout après l'adoption d'un autre texte jeudi appelant tous les Etats du Proche-Orient à renoncer aux armes nucléaires.

Mais leur motion a été repoussée et la résolution a été adoptée par 49 voix pour, 45 contre et 16 abstentions. C'est la première fois depuis 1991 qu'une telle résolution est adoptée à l'Aiea sur Israël, considéré comme l'unique puissance atomique du Proche-Orient.

La délégation israélienne a "*déploré*" ce vote et annoncé qu'Israël "*ne coopèrera pas*". Le responsable adjoint de la Commission israélienne de l'énergie atomique, David Danieli, a souligné que le seul but de la résolution était de "*renforcer les lignes de division et les hostilités politiques au Proche-Orient*".

L'Iran, qui ne reconnaît pas Israël, a soutenu le document des pays arabes. Son représentant à l'Aiea, Ali Asghar Soltanieh, a jugé que l'arsenal israélien "*est une menace potentielle pour la paix et la sécurité du monde*" et sape la crédibilité du régime de non-prolifération.

L'adoption du texte est "*une très bonne nouvelle et un triomphe pour la nation opprimée de Palestine*".

(AFP) –

<http://www.lapresse.tn/index.php?opt=15&categ=6&news=101107>

1 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Esam Al-Amin : Des chefs de la Sécurité formés par la CIA élus à la direction du Fatah.

"C'est un des nôtres" [Georges W. Bush parlant du chef de la sécurité palestinienne, Mohammed Dahlan].

Le Fatah comme l'Autorité de Ramallah sont en complète panne stratégique et pieds et poings liés devant les Etats-Unis. Le Fatah mériterait-t-il le surnom de "hôtel 5 étoiles" dont l'ont affublé la plupart des Palestiniens ?

Le gouvernement US est intervenu dans les affaires internes palestiniennes au moins depuis 2003. Son but est de transformer le mouvement national de libération et d'indépendance palestinien en gouvernement plus obéissant ou plus collaborateur, acceptant les demandes politiques et sécuritaires d'Israël.

Les tactiques employées par les US incluent des moyens militaires, sécuritaires diplomatiques et politiques.

Après les législatives de 2006 et la victoire du Hamas, la stratégie US s'est concentrée sur l'annulation des résultats. Son objectif d'un retour politique du camp pro américain au sein de l'organisation politique palestinienne a été initiée avec l'organisation de la conférence nationale du Fatah cette semaine passée.

Pendant la semaine du 4 aout 2009, l'OLP du Fatah a organisé la sixième conférence nationale de ses 44 ans d'histoire. Le Fatah a historiquement été considéré comme la faction palestinienne la plus importante, mais cette perception a changé quand il a perdu les élections législatives au profit du Hamas en Janvier 2006. Huit jours après, le groupe a terminé sa conférence et annoncé les résultats de ses élections. Les médias internationaux particulièrement ceux occidentaux, ont encensé l'élection de têtes "fraîches" et "nouvelles" promues au sein du mouvement.

Mais que s'est-il réellement passé lors de ce vote ? La structure interne du Fatah est à l'opposé de la plupart des partis politiques ou mouvements de résistance. Il n'est pas hiérarchique et la loyauté de ses membres est en grande partie liée à un système de patronage et de factions représenté dans un comité central de 23 membres.

Le Comité Central est supposé refléter techniquement une direction collective et le programme politique d'un mouvement national de libération. Même son fondateur, Yasser Arafat, qui a dirigé l'organisation de sa fondation en 1965 jusqu'à sa mort en 2004, n'avait pas officiellement de titre hors celui de membre du comité et commandant en chef de sa branche militaire. Mais avec le temps, aux yeux d'un grand nombre de Palestiniens, la direction du Fatah a symbolisé un système de copinage, de corruption, de collaboration avec Israël, d'échecs politiques, spécialement depuis le processus d'Oslo.

Bien que sa Charte interne appelle à une conférence nationale tous les 4 ans pour élire sa direction, les principales questions à la veille de la conférence étaient pourquoi cela a-t-il pris deux décennies au Fatah pour en organiser une ?

Est ce que l'élection de la nouvelle direction du Fatah reflète les aspirations du peuple palestinien et une approche nouvelle et fraîche du processus politique ?

Et finalement qui sont les soutiens des principaux individus récemment élus pour diriger ?

Le Comité Central du Fatah dirigé par Arafat a pris la décision stratégique en 1988 de négocier un règlement politique avec Israël et a accepté le gouvernement des US comme principal médiateur. Pendant deux décennies, spécialement après les Accords d'Oslo de 1993, la question palestinienne a progressivement disparu de l'agenda

international, devenant presque exclusivement une affaire entre les US, Israël, et la direction palestinienne que ce soit l'OLP ou après 1994 l'Autorité Palestinienne (AP).

La plupart des analystes neutres tel Robert Malley, directeur du programme pour le Moyen Orient à l'International Crisis Group, également ancien membre du personnel du National Security Council (NSC) pendant l'administration Clinton, ont observé que les négociateurs américains pendant plusieurs administrations (à la fois Démocrate et Républicaine) ont la plupart du temps adopté le point de vue d'Israël et mis la pression principalement sur la direction palestinienne (que ce soit avec Yitzak Rabin et Ehud Barak avec Bill Clinton, ou George.W.Bush avec Ariel Sharon et Ehud Olmert).

Lors du premier mandat de l'administration Bush, Arafat, en tant que dirigeant de l'AP, a été isolé, tandis que Washington faisait la promotion de ceux qui au sein de la direction palestinienne adoptaient la stratégie américaine dans la région, tels Mahmoud Abbas(imposé à Arafat comme premier ministre en 2003), et l'ancien chef de la sécurité, Mohamed Dahlan. En 2005, Bush a annoncé son agenda pour la liberté et la démocratie, demandant que des élections soient organisées dans les territoires palestiniens et espérant une victoire du Fatah pour appliquer sa vision.

Cependant, l'administration a rapidement abandonné son agenda de promotion de la démocratie dans le monde arabe quand le Hamas a remporté une victoire écrasante lors des élections législatives de janvier 2006. La secrétaire d'état Condoleezza Rice a exprimé le choc ressenti après l'annonce des résultats en disant : " personne ne l'a vu venir". Un responsable du Département de la Défense a dit en 2008 à David Rose de Vanity Fair, " chacun rendait l'autre responsable, assis là au Pentagone nous avons dit, quel connard a recommandé ceci ?"

Depuis l'élection, l'administration américaine a employé trois stratégies différentes mais qui se chevauchent pour défaire les résultats. Ces efforts du Département d' Etat, de la Maison Blanche et du Département de la défense, ont été insuffisamment planifiés et mal coordonnés. Pendant toute l'année 2006 et la première moitié 2007, le Département d' Etat a utilisé ses ressources diplomatiques et sa force politique pour renverser le gouvernement palestinien démocratiquement élu conduit par le Hamas.

Dans un rapport d'avril 2008, Vanity Fair a révélé qu'un mémo de discussion américaine avait fait surface après qu'un diplomate américain l'eut oublié par hasard derrière lui dans un bâtiment de l'autorité palestinienne à Ramallah. Le document traduisait la demande de Rice qu' Abbas dissolve le gouvernement d'unité nationale et s'en prenne au Hamas.

Entretemps, comme révélé par Vanity Fair, le néo con et vice directeur du NSC, Elliot Abrams préparait un coup à Gaza contre le Hamas avec l'ancien chef de la sécurité à Gaza, Mohamed Dahlan, au printemps 2007. Cela incluait la coordination avec Israël, plusieurs pays arabes dont les Emirats Arabes Unis et la Jordanie, le paiement à Mohamed Dahlan de plus de 30 millions de \$, l'entraînement de 500 agents de sécurité, une campagne pour déstabiliser Gaza, et un programme de torture contre les membres du Hamas et d'autres Islamistes.

Dahlan a admis tout cela au journaliste du magazine, David Rose, disant qu'il avait dit à son homologue américain qui poussait à une confrontation avec le Hamas : "si je dois me confronter à eux, j'ai besoin de ressources conséquentes. En l'état actuel des choses nous n'avons pas la capacité."

Le journal israélien, Haaretz a rapporté le 7 Juin 2007 que l'administration américaine avait demandé à Israël d'autoriser une livraison importante d'armes égyptiennes, dont des douzaines de véhicules blindés, des centaines de roquettes anti blindage, des milliers de grenades à main et des millions de munitions. Rose explique que le plan D' Abrams mettait l'accent sur le besoin de renforcer les forces du Fatah pour "dissuader" le Hamas. Selon un haut responsable de l'administration " le résultat souhaité" c'était de donner à Abbas la "capacité de prendre les décisions politiques stratégiques nécessaires (i.e remplir les conditions pour un arrangement politique avec Israël) et dissoudre le cabinet (dirigé par le Hamas) et établir un cabinet d'urgence".

Mais le conseiller pour le Moyen Orient de Dick Cheney, David Wurmser, a reconnu l'échec de cet effort quand il a dit au magazine : " il m'est apparu que ce qui s'est passé n'était pas tant un coup du Hamas mais une tentative de coup par le Fatah qui a été déjoué préventivement par le Hamas avant qu'il n'ait eu lieu."

Le troisième effort, a été principalement supervisé par le Pentagone, et conduit par le Lt GI Keith Dayton. Lors d'un discours devant le think tank pro israélien, le Washington Institute on Near East Policy (WINEP) en Mai 2009, il a dit que le bureau du coordinateur US pour la sécurité, qu'il a dirigé depuis décembre 2005, constitue "un effort pour aider les Palestiniens à réformer leurs services de sécurité". Mais, selon les notes d'une rencontre entre Dayton et un chef de la sécurité palestinienne à Ramallah début 2007, le véritable objectif de la mission a été révélée quand Dayton a dit : " Nous avons aussi besoin de renforcer vos forces afin de s'en prendre au Hamas". Depuis 2007, le Congrès a donné à Dayton 161 millions de \$ pour mettre son plan en application. En plus, cette année le Congrès a rajouté 209 millions de \$ pour Dayton pour les années fiscales 2009 et 2010, pour accélérer son programme après avoir reçu une bonne note des chefs de la sécurité israélienne. Pour la seule année passée, plus de 1000 membres du Hamas et du Jihad islamique ont été arrêtés et emprisonnés sans procès, un grand nombre ont été torturés et certains sont morts lors des interrogatoires par le personnel de sécurité palestinien formé par les US en Cisjordanie. Amnesty International et de nombreuses autres organisations de défense des droits de l'homme ont condamné ces actions et appelé à la fin immédiate de tous les violations des droits humains des palestiniens détenus dans les prisons de l'Autorité Palestinienne.

Dans son discours au WINEP, Dayton a reconnu cette répression quand il a dit : " je ne sais pas combien d'entre vous ont connaissance que depuis un an et demi les Palestiniens se sont engagés dans toute une série de ce qu'ils appellent des offensives sécuritaires partout en Cisjordanie, ce qui est surprenant c'est qu'elles sont bien coordonnées avec l'armée israélienne". Il a de plus admis que pendant les 22 jours de la guerre de Gaza l'hiver

dernier, les forces de sécurité palestiniennes formées par les US ont empêché les Palestiniens en Cisjordanie d'organiser des manifestations de masse contre l'armée israélienne, ce qui ironiquement a permis une réduction de la présence militaire israélienne en Cisjordanie et un redéploiement de ces troupes à Gaza. Dayton a ajouté : " en fait, une grande proportion de l'armée israélienne est allée de Cisjordanie à Gaza - réfléchissez -y une minute, et le commandant (de l'armée israélienne en Cisjordanie) a été absent 8 jours d' affilée."

Après un coup raté et une offensive militaire brutale pour déloger le Hamas de Gaza, la stratégie israélienne et des US a cherché à intensifier sa pression contre le Hamas par le biais d'un blocus économique suffocant de Gaza, des emprisonnements massifs en Cisjordanie, l'étranglement financier dans la région, et l'isolation politique sur la scène internationale. Parallèlement, selon plusieurs porte parole du Hamas dont le premier ministre déposé Ismael Haniyya à Gaza et le chef politique à Damas Khaled Meshal, le principal obstacle à toute réconciliation nationale avec le Fatah c'est l'emprisonnement de centaines de membres du Hamas et la collaboration de la sécurité de l'Autorité Palestinienne avec l'occupation militaire supervisée par Dayton.

La phase suivante dans cet effort c'est de réinventer le Fatah et de le présenter comme une alternative politique viable au Hamas et à d'autres mouvements de résistance, en améliorant les conditions de vie en Cisjordanie par opposition avec le siège dévastateur de Gaza. Mais plus important, le plan envisage un nouveau Fatah considéré comme un partenaire fiable prêts à accepter les conditions d'Israël pour un règlement politique du conflit. La sixième conférence du Fatah et les élections qui l'ont accompagnée ont donc été organisées pour effacer son image d'organisation corrompue et fonctionnant mal.

Pendant plus d'un an, le Comité Central, la structure la plus élevée de cette organisation, n'a pu se mettre d'accord sur des points essentiels, dont la question de décider du lieu de la conférence (la décision finale c'était qu'elle se passe dans les territoires occupés palestiniens, ce qui veut dire qu'Israël avait un droit de veto sur les délégués de l'étranger pouvant participer).

Ils se sont également querellés sur le choix des délégués nommés pour la conférence, qui détermineraient la composition de la nouvelle direction, de même que le programme politique et le rôle de la résistance armée contre l'occupation. Abbas et son cercle rapproché ont mis leur veto à la décision du Comité, et ont décidé que la conférence aurait lieu à Bethlehem, une façon de choisir tous les participants afin de s'assurer du résultat de la conférence.

Historiquement, les délégués à la conférence nationale du Fatah étaient élus ou nommés par le Comité Central, mais au moins 51% étaient issus de l'appareil militaire. Comme le gros de la branche armée a, soit été démantelée, soit est recherchée par les israéliens, un grand nombre de délégués à cette conférence étaient du personnel de sécurité se substituant aux militaires. Ce fait était une garantie que les résultats de l'élection favoriseraient les chefs de la sécurité et leurs supporters.

A l'origine, le nombre de délégués était supposé être aux alentours de 700. Puis il est passé à 1250 puis s'est multiplié pour atteindre les 2355. En fait, moins de 10% avaient été élus indirectement en lien avec leur position, tandis qu'une majorité écrasante a été nommée par un petit groupe de Ramallah conduit principalement par Abbas et d'autres avides de pouvoir tel Dahlan et l'ancien chef de la sécurité de Cisjordanie, Jibreel Rajoub, qui avait l'habitude de suspendre au dessus de son bureau à côté du portrait d'Arafat celui de l'ancien directeur de la CIA, George Tenet.

Le nombre des membres du comité est également passé de 21 à 23, dont 19 directement élus par les délégués. Abbas devait nommer 4 membres plus tard, lui-même ayant été choisi comme seul candidat, pour éviter l'embarras d'une élection directe qui ne l'aurait pas porté en tête. Les 18 individus élus à la fin de la conférence d'une semaine comprenait 4 personnes de la "vieille garde" considérés comme proches d'Abbas, et 14 nouveaux membres, 3 d'entre eux d'anciens chefs de la sécurité proches de la CIA. Cela inclut Dahlan, Rajoub et Tawfiq Tirawi, un ancien chef du renseignement, qui dirige actuellement l'académie de formation de la sécurité à Jericho sous la supervision du gl Dayton.

Dès le début, la conférence était très orientée en faveur des délégués de la Cisjordanie. A la différence des conférences précédentes, les Palestiniens de la Diaspora étaient à peine représentés puisqu'Israël n'a autorisé que peu de personnes à venir de l'étranger. Alors que la population de Gaza est égale à celle de la Cisjordanie, moins de 400 individus ont été sélectionnés comme délégués de Gaza, alors qu'il y avait plus de trois fois plus de délégués de la Cisjordanie.

Mais la plupart des délégués de Gaza n'ont même pas participé car le Hamas les a empêchés de quitter la Bande de Gaza, demandant en échange que des centaines de membres du Hamas détenus en Cisjordanie soient libérés par l'AP, ce qu'elle a refusé de faire. En bref, mis à part Dahlan, qui ne vit plus à Gaza, pas une seule personne élue est de ou vit à Gaza. Ce qui a poussé toute la direction du Fatah à Gaza dont l'ancien membre du Comité Central Zakariya al-Agha, à démissionner en masse un jour après la conférence pour protester non seulement contre les résultats, mais aussi contre tout le processus de l'élection.

De même, Les membres du Fatah à l'étranger n'ont pu obtenir grand chose. Seules deux personnes ont été élues au Comité Central, alors que plus des deux tiers des Palestiniens (8 millions) vivent en dehors des territoires occupés, la plupart dans des camps de réfugiés sordides, alors que le "droit au retour" est considéré comme une question chaude lors de négociations futures, qui sont dans l'air. D'un autre côté, la grande majorité des nouveaux membres sont soit de la Cisjordanie ou vivent déjà à Ramallah comme les aides les plus proches d'Abbas, une affirmation de la stratégie américaine de "la Cisjordanie d'abord".

Certains de la vieille garde historique tels le secrétaire du Comité Central Farouk Kaddoumi ou Hani Al-Hassan n'ont même pas participé et ne se sont même pas présentés comme candidats. Kaddoumi a condamné la

conférence, mis en question sa légitimité, et est allé jusqu'à accuser Abbas et Dahlan d'avoir comploté avec les Israéliens pour empoisonner Arafat, provoquant ainsi sa mort.

D'autres anciens membres qui se sont présentés comme candidats ont été battus et ont protesté. L'ancien premier ministre et négociateur, Ahmad Qurai (Abu Alaa) a remis en question les titres des délégués et la légitimité du processus électoral. Quand le chef du personnel d'Abbas, Tayeb Abdel-Rahm a perdu, il a demandé un nouveau comptage et a finalement été déclaré vainqueur, après que le comité pour l'élection ait affirmé qu'en fait il était arrivé dernier. De nombreux délégués, spécialement les candidates, dont aucune n'a été élue, ont critiqué le patronage flagrant. Néanmoins plusieurs candidats populaires et "propres" ont pu obtenir un siège tel Marwan Barghouti, qui est emprisonné, condamné à 5 vies en prison en Israël, et Mahmoud Al-Aloul, un ancien maire de Naplouse.

Tandis que les Palestiniens observaient la tenue de cette conférence, nombreux étaient ceux qui espéraient que cela serait le début d'une réconciliation nationale et l'établissement d'un gouvernement d'union nationale.

Cependant il semble que, résultat de cette conférence, le Fatah se désintègrera un peu plus, car ses dirigeants de Gaza et Abu Alla menacent de lancer une nouvelle faction appelée " Le Renouveau du Fatah" augmentant un peu plus la division et la tension dans les rangs palestiniens.

La prochaine étape dans la stratégie du camp pro américain, c'est d'organiser des élections présidentielles et législatives dans les territoires palestiniens en janvier prochain, espérant présenter un Fatah rajeuni comme alternative au Hamas et aux autres mouvements de résistance.

Jonathan Steele du "Guardian" a exposé le 22 Juin 2007, le "mauvais coup" de Juin 2007 des US de même que leur stratégie politique. il a détaillé la conversation de responsables US avec plusieurs régimes arabes.

Parmi ces détails il y avait entre autres :

- le maintien du Président Abbas et du Fatah comme le centre de gravité de la scène palestinienne ;
- éviter de perdre du temps en accréditant le Hamas ;
- saper le statut politique du Hamas ;
- appeler à des élections anticipées."

Selon les paroles du GI Dayton, le personnel palestinien formé par les US jurent après la cérémonie de remise de diplôme qu'ils " ne sont pas venus ici pour apprendre à combattre Israël mais on en fait été envoyé là pour apprendre à faire respecter la loi et l'ordre." Le but principal de ces bataillons sécuritaires c'est de mettre fin à la résistance et à tout rejet de l'occupation y compris par des moyens pacifiques. Il a alors ajouté que de hauts commandants israéliens lui demandent fréquemment : " combien de ces nouveaux Palestiniens pouvez vous former en plus et avec quelle rapidité " ?

Un grand nombre de questions posées par des Palestiniens ordinaires avant la conférence sont restées sans réponse. Quel est le programme politique du Fatah face à l'actuelle intransigeance d'Israël et ses pré-conditions ? Qu'en est-il de la réconciliation nationale avec les autres factions palestiniennes et la création d'un gouvernement d'unité nationale ? Quel est le rôle de la résistance contre l'occupation, le siège suffocant contre Gaza, et le plus important, la collaboration continue avec les agences de sécurité et militaires israéliennes contre leurs propres citoyens ?

Ces questions persistent alors que l'occupation israélienne, ses politiques brutales, l'expansion des colonies, le mur de séparation, la détention de plus de 11 000 Palestiniens, l'expropriation de terre, la dépopulation de Jérusalem Est de ses résidents palestiniens, et le refus du droit au retour des réfugiés palestiniens, continuent sans relâche.

Dit simplement, les US veulent une direction palestinienne qui réponde à ses questions de façon satisfaisante pour Israël. Comme l'a dit l'un des responsables du département d'état à Vanity Fair concernant les objectifs américains dans le conflit israélo palestinien, " ce qui compte pour nous se sont les résultats, et nous soutenons n'importe quel fils de garce. il se trouve que Dahlan est le fils de garce qu'on connaît le mieux."

Esam Al-Amin

6 septembre

Free palestine –

Vous pouvez consulter cet article à : <http://mcpalestine.canalblog.com/ar...>

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7227

1-2 Jeff Gates : Comment l'arsenal nucléaire d'Israël nous met tous en danger.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Un Massada des temps modernes est une possibilité nucléaire. Avec leur immense arsenal (estimé à entre 200 à 400 ogives), Israel pourrait provoquer un chaos mondial.

Le Président John F. Kennedy avait tenté de bloquer Israël au début de la course à l'arme nucléaire au Moyen-Orient.

Le 24 septembre, le Président des Etats-Unis, Barack Obama, présidera une session du Conseil de sécurité des Nations unies sur la non prolifération et le désarmement nucléaires. En mars 2010, Moscou accueillera le sommet nucléaire mondial auquel les USA ont accepté de participer.

Les six prochains mois peuvent se révéler encourageants ou bien nocifs, en fonction de l'impact qu'ils auront sur l'arsenal nucléaire d'Israël. Avec l'appui des USA, Tel-Aviv a jusqu'à présent échappé aux contraintes du Traité sur la non prolifération des armes nucléaires, tout comme la Corée du Nord, l'Inde et le Pakistan.

Le Président John F. Kennedy avait tenté de bloquer Israël au début de la course à l'arme nucléaire au Moyen-Orient. En juin 1963, dans une lettre adressée au Premier ministre, David Ben Gourion, il exigeait une preuve « *indubitable* » qu'Israël ne développait pas l'arme nucléaire dans les installations de son réacteur à Dimona. Alors que cette lettre était câblée à l'ambassade des Etats-Unis, Ben Gourion donna sa démission (donnant des raisons personnelles non divulguées) avant que le message ne puisse lui être délivré physiquement. Les ambitions d'Israël étant remises en cause par son principal allié, cette démission, qui est tombée stratégiquement au bon moment, a dupé le jeune Président sans expérience et lui a refusé une victoire diplomatique qui aurait pu empêcher les guerres engagées au Moyen-Orient à l'heure actuelle.

Avec la démission de Ben Gourion, JFK s'est retrouvé sans gouvernement israélien avec lequel il aurait pu négocier. Quand un nouveau gouvernement israélien a été formé, la menace Kennedy avait été écartée et Tel-Aviv pouvait reprendre les négociations à zéro avec le successeur, Lyndon Johnson, qui était de loin beaucoup plus ouvert aux objectifs de l'Etat sioniste.

Cette stratégie a refait surface lors de la récente démission du Premier ministre Ehud Olmert alors que la Feuille de route, menace pour la paix, surgissait à l'horizon. Le successeur d'Olmert, Benjamin Netanyahu, s'est alors servi des dispositions de la Feuille de route comme d'un atout dans les négociations pour commencer un marchandage - avec un jeune Président sans expérience - pour faire sanctionner l'Iran.

Le démocrate Lyndon Johnson a fait ses preuves comme Président proisraélien absolument malléable, tout comme son successeur le républicain Richard Nixon. Décrit par le Premier ministre, Golda Meir, comme le « *meilleur ami qu'Israël n'ai jamais eu* », Nixon accepta en 1969 de donner son aval à une « *ambiguïté constructive* » qui permettait à Tel-Aviv de masquer son arsenal nucléaire. Dans le même temps, les sionistes coloniaux brandissaient la menace de cet arsenal pour s'emparer de terres qu'ils convoitaient pour le Grand Israël.

Les incursions israéliennes ont provoqué les réactions attendues qui ont permis à Tel-Aviv de se présenter comme une pauvre victime ayant besoin du soutien US dans un environnement hostile et antisémite. Quatre ans après que Kennedy ait écrit à Ben Gourion, Israël lançait une offensive massive de six jours contre les nations voisines, occupant des territoires qui restent au cœur des hostilités, hostilités contre lesquelles Tel-Aviv soutient avec force qu'il a besoin des armes nucléaires pour se défendre.

Avec une guerre en Iraq prête à s'étendre à l'Iran, les six prochains mois présentent une rare opportunité pour réexaminer non seulement l'arsenal nucléaire d'Israël mais aussi - compte tenu de la cohérence de son comportement au cours de ces six décennies - la légitimité de l'entreprise sioniste.

Gestion de la menace pour le sionisme : JFK, RFK et Fulbright

En 1962, le sénateur William Fulbright de l'Arkansas, président de la Commission des relations étrangères, organisait des auditions pour s'assurer que le Conseil sioniste américain - créé par l'Agence juive - était enregistré comme agent d'un gouvernement étranger. JFK était alors Président et son frère Robert, Attorney General (ministre de la Justice). Edward (« *Ted* ») Kennedy fut élu au Sénat la même année, occupant le siège de son frère Jack. En octobre 1963, le Département de la Justice - dirigé par Robert Kennedy - exigeait que le Conseil soit enregistré comme agent de l'étranger.

Après l'assassinat de Kennedy, en novembre 1963, Nicholas Katzenbach succéda à RFK comme Attorney General pour le Président Lyndon Johnson. Pour éviter l'enregistrement, le Conseil sioniste s'est métamorphosé en Comité aux Affaires publiques israélo-américaines (AIPAC). Cette organisation de tutelle - toujours camouflée en un lobby intérieur - continue de coordonner les efforts de dizaines d'organisations soutenant un environnement politique américain favorable à une nation étrangère.

Les frères Kennedy partageaient une idée peu connue, ils étaient certains qu'Israël exerçait une influence politique à travers les orientations politiques des partis. Dans les dernières semaines de sa campagne présidentielle de 1960, le candidat Kennedy s'était rendu à New York pour rechercher un soutien financier auprès des principaux hommes d'affaires juifs. A son retour à Washington, il a appelé son vieil ami Charlie Bartlett qui avait présenté Jack à Jackie.

D'après Bartlett, Kennedy était furieux contre ceux qu'il avait rencontrés à Manhattan et qui lui avaient assuré que les fonds dont il avait besoin étaient disponibles mais seulement s'il leur confiait l'élaboration de la politique US pour le Moyen-Orient. Avec son frère « *Bobby* », responsable de la stratégie de sa campagne, cette expérience leur est venue sans aucun doute à l'esprit quand, en 1963, JFK a confirmé qu'Israël - tout en se présentant lui-même comme un allié des USA - lui avait menti à plusieurs reprises à propos de son développement de l'arme nucléaire.

Israël contre les Kennedy

En pleine guerre impopulaire du Vietnam, Robert Kennedy est réapparu pour remettre en cause la politique du Texan qui avait remplacé son frère en tant que Président, en 1963. Personne ne sait avec certitude si, en tant que Président, RFK aurait gardé la position de JFK sur l'arsenal nucléaire de l'Etat sioniste. Ni s'il aurait réitéré la même exigence pour que le lobby d'Israël soit enregistré comme agent d'un gouvernement étranger.

Quand la seconde menace Kennedy fut éliminée par un nouvel assassinat, en juin 1968, Tel-Aviv a bien accueilli Richard Nixon à la Maison-Blanche, lequel a suivi une politique « *ambiguë* » stratégiquement essentielle pour Israël sur les armes nucléaires. John Mitchell, ministre de la Justice de Nixon, avait été associé dans le cabinet d'avocats de New York (Mudge, Rose, Guthrie & Alexander) que Nixon avait rejoint en 1963 après ses tentatives ratées pour être élu Président, perdant devant JFK en 1960, et gouverneur de Californie, deux années plus tard. En l'honneur de l'élection de Nixon, le cabinet à dominante juive fut rebaptisé Nixon, Mudge, Rose, Guthrie & Alexander.

En 1973, cinq ans après la mort de RFK, le sénateur Fulbright pouvait annoncer avec certitude qu' « Israël contrôlait le Sénat des Etats-Unis ». En 1974, il était remplacé au Sénat. La journaliste Helen Thomas suivait alors Nixon, l'un des dix présidents de sa longue carrière en tant que correspondante de la Maison-Blanche. Lors de la première conférence de presse d'Obama, elle a cherché à lever l'ambiguïté et à savoir qui représentait une menace nucléaire dans la région. Sa question posée au nouveau Commandant en chef : quelle nation au Moyen-Orient possède l'arme nucléaire ?

En réponse, Barack Obama, de Chicago, a fait le « pas de deux de Tel-Aviv ». Plutôt que de répondre à la question, il a parlé de la nécessité de la non prolifération et du désarmement nucléaires. Jamais depuis, Thomas n'a été autorisée à poser une autre question. A la place, elle a été soumise à un barrage méprisant d'attaques personnelles par les journalistes télé et radio pro-sionistes qui cherchaient à faire croire que c'était elle - et non la réponse à sa question - le problème.

A toute occasion, Tel Aviv soutient que le programme nucléaire de Téhéran constitue une menace « existentielle ». Cette affirmation est juste, mais pas pour la raison que le lobby d'Israël voudrait faire croire aux Etats-Unis. Si Israël n'arrive pas à persuader les USA de s'associer à une attaque contre l'Iran (ou de la cautionner), un léger semblant de stabilité pourrait être acquis au Moyen-Orient. Avec la stabilité, viendra alors la possibilité de confirmer la source commune des services de renseignements soudoyés qui ont incité les Etats-Unis à envahir l'Iraq en réaction à l'assassinat massif du 11 Septembre.

Un seul pays avait les moyens, le mobile, l'occasion et, surtout, les services de renseignements stables d'un Etat pour monter une telle supercherie à l'intérieur des USA. Comme ce fait devient évident, une opinion américaine informée insistera pour que ses dirigeants réexaminent la légitimité de l'entreprise sioniste en même temps que les coûts que cette « relation spéciale » a engendrés pour les USA en sang, en fonds publics et en crédibilité durement acquise.

Israël est la véritable menace pour Israël

La menace existentielle pour Israël est réelle, mais elle n'a pas pour origine l'Iran. La véritable menace, c'est la réalité que Tel-Aviv pourrait encore cacher s'il réussissait à provoquer une nouvelle crise dans la région. Cette réalité apporte la confirmation de l'illégitimité de l'entreprise sioniste en tant qu'Etat-nation.

La menace pour Barack Obama pourrait devenir existentielle s'il agissait en conformité avec son serment d'investiture. Pour l'instant, il ne s'est pas montré disposé à affronter les risques que cette alliance étroite avec les extrémistes juifs fait peser sur la sécurité nationale des Etats-Unis et sur les perspectives de paix.

Comme la source de la fourberie qui a incité les Etats-Unis à entrer en guerre devient connue, les Américains vont insister sur la question des responsabilités. Les fanatiques sionistes pourraient choisir un autre cap. Un Massada des temps modernes est une possibilité nucléaire. Avec leur immense arsenal (estimé à entre 200 à 400 ogives), ces extrémistes religieux pourraient prendre les devants de la responsabilisation en provoquant un chaos mondial, tout en accusant les fascistes « islamistes » pour essayer de garder intact de façon vraisemblable leur statut de victimes.

Eliminer la menace existentielle posée par les extrémistes religieux détenteurs de l'arme nucléaire exige que les Etats-Unis - en tant qu'allié principal d'Israël - isolent l'entreprise sioniste, retirent leur reconnaissance d'Israël en tant qu'Etat légitime et reclassent ses partisans comme agents de l'étranger. Ce changement, qui aurait dû intervenir depuis longtemps, dans le statut juridique du lobby d'Israël - tenté déjà en 1962 - permettra une loi relative au maintien de l'ordre, afin de lancer des poursuites contre les agents du lobby pour avoir apporté aide et réconfort à un ennemi intérieur.

Le point central pour la paix au Moyen-Orient, ce ne sont pas ces nations qui n'ont pas d'armes nucléaires mais la seule nation qui en possède. En l'absence de pression extérieure, le comportement israélien ne changera pas. Ceux qui recherchent la paix dans la région doivent boycotter les exportations israéliennes, se désinvestir des entreprises israéliennes et exiger des sanctions contre Israël, équivalentes à celles qu'Israël veut imposer aux autres. Si on fait moins, il est sûr que les extrémistes sionistes continueront de nous mettre tous en danger

Sur le même sujet :

[L'occupation israélienne de l'Amérique](#) de Hesham Tillawi - *The Palestine Chronicle*

[Jeff Gates](#)

[The Palestine Telegraph](#)

Jeff Gates est un écrivain largement apprécié, avocat, banquier d'affaires, éducateur et consultant auprès du gouvernement, d'entreprises et de syndicats dans le monde. Il est conseiller à la Commission des Finances du Sénat des Etats-Unis.

Son dernier livre : *Guilt by Association - How Deception and Self-Deceit Took America to War* (2008).

Londres, le 14 septembre 2009 - [The Palestine Telegraph](#) - traduction : JPP

jeudi 17 septembre 2009 - 21h:39

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7299

1-3 Menaces Nucléaires : Sanctions Paralysantes contre les Deux Puissances Nucléaires Va-T-En Guerre : Israël et US....

Pour empêcher Israël et les Etats Unis - l'Axe du Mal - qui mènent depuis des décennies des guerres d'agression et menacent d'ouvrir un nouveau front contre l'Iran, les anti guerre doivent avoir le courage d'exiger des sanctions paralysantes contre deux pays qui possèdent des armes nucléaires et sont de fait jugés par l'opinion publique mondiale comme les plus dangereux pour la paix. Sans même attendre des dirigeants politiques et institutions

internationales un premier geste, il faut donc engager concrètement la société civile dans cette direction. Ci dessous l'argumentaire de Paul Craig Roberts pour concrétiser mondialement une telle campagne.

Pourquoi pas des sanctions paralysantes contre Israël et les USA ?

En Israël, un pays volé aux Palestiniens, des fanatiques contrôlent le gouvernement. L'un de ces fanatiques c'est le premier ministre, Benjamin Netanyahu. La semaine dernière Netanyahu a appelé à des "sanctions paralysantes" contre l'Iran.

Le type de blocus que veut Netanyahu est qualifié d'acte de guerre. Israël menace depuis longtemps d'attaquer l'Iran par lui-même mais préfère entraîner les US et l'OTAN.

Pourquoi Israël veut-il initier une guerre entre les Etats Unis et l'Iran ?

L'Iran attaque -t-elle d'autres pays, bombarde t-elle des civils et détruit-elle les infrastructures civiles ?

Non. Ce sont des crimes commis par Israël et les US.

Iran chasse t-elle des peuples de terres qu'ils ont occupé depuis des siècles et les parquent-elle dans des ghettos ?

Non, c'est ce qu'Israël a fait aux Palestiniens pendant 60 ans.

Que fait l'Iran ?

L'Iran développe de l'énergie nucléaire, ce qui est son droit en tant que signataire du Traité de Non Prolifération (TNP). Le programme d'énergie nucléaire de l'Iran est soumis à des inspections de l'Agence Internationale à l'Energie Atomique (AIEA) qui a constamment rapporté que ses inspections n'ont trouvé aucune diversion de l'uranium enrichi pour un programme d'armement.

La position adoptée par Israël, et par le pantin d'Israël à Washington, c'est que l'Iran ne doit pas être autorisée à bénéficier des droits de tout signataire du TNP dont bénéficie tous les autres signataires, car l'Iran pourrait détourner l'uranium enrichi pour un programme de fabrication d'armes nucléaires.

En d'autres termes, Israël et les US affirment qu'ils ont le droit d'annuler le droit de l'Iran à développer l'énergie nucléaire. La position d'Israël/US n'a aucun fondement en droit international ou en quoi que ce soit c'est le seul fait de l'arrogance d'Israël et des USA.

L'hypocrisie est à son comble. Israël n'est pas signataire du TNP et fabrique des armes nucléaires illégalement, clandestinement avec, d'après ce que nous savons, l'aide des US.

Comme Israël est illégalement en possession d'armes nucléaires et a un gouvernement fanatique capable de les utiliser, des sanctions paralysantes devraient s'appliquer à Israël et l'obliger à désarmer.

Israël se qualifie pour des sanctions paralysantes pour une autre raison. C'est un état d'apartheid, comme l'ancien président US Jimmy Carter l'a démontré dans son livre " *Palestine : Peace Not Apartheid.*"

Les US ont mené la campagne pour imposer des sanctions contre l'Afrique du Sud à cause des pratiques d'apartheid de l'Afrique du Sud. Les sanctions ont obligé le gouvernement blanc à remettre le pouvoir politique à la population noire. Israël pratique une forme d'apartheid pire que celui du gouvernement blanc sud africain. Pourtant, Israël affirme que c'est "antisémite" de le critiquer pour une pratique que le monde entier considère comme intolérable.

Ce qui reste de la Cisjordanie palestinienne, ce qui n'a pas été volé par Israël, est constitué de ghettos isolés. Les Palestiniens sont coupés des hôpitaux des écoles de leurs fermes et entre eux. Ils ne peuvent pas voyager d'un ghetto à l'autre sans permission d'Israël mise en place aux barrages.

L'explication du gouvernement israélien pour ces violations flagrantes des droits humains comprend la plus grande collection de mensonges de l'histoire mondiale. Personne, exception faite des "Chrétiens Sionistes" américains n'en croit un seul mot.

Les Etats Unis se qualifient également pour des sanctions paralysantes. En réalité, les US sont sur qualifiés. Le gouvernement US a envahi l'Afghanistan et l'Irak et utilisé la "guerre contre le terrorisme" que Washington a orchestré pour restreindre les libertés civiles US inscrites dans la Constitution, en utilisant mensonges et tromperie intentionnelle du Congrès US. 1 million d'Irakiens ont payé de leurs vies pour les crimes de l'Amérique et 4 millions ont été déplacés. L'Irak et ses infrastructures sont en ruine, et les élites professionnelles de l'Irak , nécessaires à une société moderne organisée, ont été assassinées ou dispersées. Le gouvernement US a commis des crimes de guerre sur une large échelle.

Personne ne sait combien de femmes, d'enfants et d'anciens des villages ont été massacrés par les US en Afghanistan. Cependant, la guerre américaine d'agression contre le peuple afghan entre maintenant dans sa neuvième année. Selon l'armée US, une victoire américaine est très loin. L'amiral Michael Mullen, qui dirige les chefs d'état major US, a déclaré en Août que la situation militaire en Afghanistan est " *sérieuse et se détériore*". Les adultes américains peuvent envisager la durée de cette guerre pour le reste de leur vie, tandis que les droits à la Sécurité Sociale et à Medicare sont réduits afin de dégager plus de financements pour l'industrie de l'armement US. Bush/Cheney et Obama/Biden ont fait des munitions les seuls produits d'investissement sûrs aux Etats Unis.

Quel est le but de la guerre d'agression contre l'Afghanistan ? Peu après son inauguration, le Président Obama a promis de fournir une réponse mais ne l'a pas fait. Au lieu de cela, Obama a rapidement escaladé la guerre en Afghanistan et lancé une nouvelle guerre au Pakistan qui a déjà déplacé 2 millions de Pakistanais. Obama a envoyé 21 000 soldats US de plus en Afghanistan et le commandant US, le GI Stanley McChrystal, en demande 20 000 de plus.

Obama escalade la guerre d'agression de l'Amérique contre le peuple afghan malgré trois sondages d'opinion de qualité qui montrent que le public américain s'oppose fermement à tout prolongement de la guerre en Afghanistan.

Malheureusement, l'accord inattaquable entre Israël et Washington pour mener une guerre contre les peuples musulmans est bien plus fort que le lien entre le public américain et le gouvernement américain. Lors d'un dîner d'adieu jeudi dernier pour l'attaché militaire d'Israël à Washington qui retourne en Israël pour devenir vice chef d'état major de l'armée israélienne, l'Amiral Mike Mullen, à la tête des chefs d'état major US, la sous secrétaire à la défense Michèle Flournoy, et Dan Shapiro, qui est en charge des affaires du Moyen Orient au Conseil de Sécurité National, étaient présents et ont présenté leur respect. L'Amiral Mullen a déclaré que les US se tiendront toujours aux côtés d'Israël. Quelque soit le nombre de crimes commis par Israël. Quelque soit le nombre de femmes et d'enfants massacrés par Israël. Quelque soit le nombre de Palestiniens qu'Israël chasse de leurs maisons villages et terres.

Si on pouvait dire la vérité, la vérité c'est que l' Axe du Mal c'est les Etats Unis-Israël.

Des millions d'Américains sont actuellement sans toit à cause des faillites. Des millions ont perdu leur travail, et encore plus de millions n'ont pas accès aux soins médicaux. Pourtant, le gouvernement US continue de gaspiller des centaines de milliards de \$ dans des guerres qui ne servent aucun intérêt US. Le Président Obama et le GI McChrystal ont adopté la position qu'ils connaissent le mieux, le public américain peut aller en enfer.

Il est on ne peu plus clair que le Président des Etats Unis et l'armée US n'ont absolument aucun respect pour la démocratie, les droits de l'homme, et le droit international. C'est une autre raison pour appliquer des sanctions paralysantes contre Washington, dont le gouvernement apparue sous Bush/Obama est celui d'un état de chemises brunes qui vit de mensonges, torture, assassinats crimes de guerre et tromperie.

De nombreux gouvernements sont complices des crimes de guerre de l'Amérique. Avec le budget d'Obama profondément plongé dans le rouge, les guerres d'agression brutale de Washington dépendent pour leur financement des Chinois, Japonais, Russes, Saoudiens, Sud Coréens, Indiens et Européens. A la seconde même où l'argent étranger arrêtera de financer les crimes de guerre américains, les guerres d'agression de l'Amérique contre les Musulmans stopperont.

Les US ne seront pas pour toujours "**une superpuissance**" qui peut indéfiniment ignorer ses propres lois et le droit international. Les US finiront par s'effondrer, résultat de leur prétention démesurée et de leur arrogance. Quand l'empire américain s'effondrera, est-ce que ses dirigeants auront des comptes à rendre devant un tribunal pour crimes de guerre ?

Paul Craig Roberts - 30/08/09 - www.vdare.com

Paul Craig Roberts a été Assistant Secretary of the Treasury pendant le premier mandat du President Reagan. Il a été éditeur associé du Wall Street Journal . Il est l'auteur de "Supply-Side Revolution : An Insider's Account of Policymaking in Washington"; "Alienation and the Soviet Economy" et "Meltdown: Inside the Soviet Economy", et co auteur avec Lawrence M. Stratton de "The Tyranny of Good Intentions : How Prosecutors and Bureaucrats Are Trampling the Constitution in the Name of Justice".

http://www.planetenonviolence.org/Sanctions-Paralysantes-Contre-Les-Deux-Puissances-Nucleaires-Va-T-En-Guerre-Israel-Et-US-Et-Non-Pas-Contre-l-Iran_a2001.html

1-4 Jérôme Anconina : « C'est Israël ici, pas la Palestine »

Alors que l'administration américaine et les principales chancelleries semblent vouloir mettre un frein à la colonisation dans les territoires occupés ou annexés, le gouvernement israélien impose sur le terrain une fin de non recevoir.

« Nous dormions encore. Je ne les ai pas entendu entrer dans la maison. J'ai ouvert les yeux, ils étaient cagoulés, vêtus de noir et ont hurlé « Lèves-toi, c'est Israël ici, ce n'est pas la Palestine ». Je n'ai eu le temps que de prendre mes deux enfants. En quelques minutes nous nous sommes retrouvés sur le trottoir. Devant notre maison. C'était fini. » Quelques mois après la famille al-Kurd, c'est au tour des familles al-Ghawy et Hannoun, expulsées de leurs maisons du quartier arabe de Sheikh Jarrah, situé dans la partie Est de Jérusalem dimanche 2 août, à 05h du matin. Une éviction brutale qui a plongé les habitants de ce quartier dans un désarroi profond, 25 maisons hébergeant chacune plusieurs familles étant sous le coup d'une procédure similaire. Ce dimanche, ils ont pu assister à ce qui les attend, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, dans les jours ou semaines à venir.

Au cœur de ces évictions quotidiennes de familles palestiniennes à Jérusalem-Est, la politique israélienne de colonisation et de judaïsation totale de Jérusalem, mise en place par la municipalité et soutenue par tous les gouvernements depuis les Accords d'Oslo de 1993. L'installation des sionistes sur ce qui constitue aujourd'hui Israël a entraîné en 1948 un exode massif de quelques 800 000 palestiniens. La plupart croupissent aujourd'hui encore dans les camps de réfugiés insalubres du Liban, de Jordanie, de Syrie, d'Irak ou de Cisjordanie. La même année, la Jordanie prend le contrôle de la partie Est de Jérusalem. Certaines habitations comme c'est le cas à Sheikh Jarrah, sont alors confiées par le royaume Hachémite à l'UNRWA, l'organisme des Nations-Unies chargé des réfugiés palestiniens, pour reloger des familles palestiniennes chassées de Jérusalem Ouest. Depuis 1967 et l'annexion par Israël de la partie arabe de Jérusalem, un processus de colonisation n'en finit pas d'isoler les quartiers arabes de Jérusalem du reste de la Cisjordanie, coupant ainsi toute continuité territoriale entre la partie sous contrôle de l'Autorité palestinienne et la partie orientale de la ville. Objectif avoué des autorités israéliennes, rendre impossible toute partition de la ville et empêcher ainsi les Palestiniens de revendiquer Jérusalem-Est comme capitale d'un futur État palestinien. Une première vague de constructions et d'implantations juives en plein territoire palestinien autour de Jérusalem-Est avait déjà coupé en deux la Cisjordanie, rendant les déplacements des palestiniens jérusalmites au Nord (vers Ramallah) et au Sud (vers

Bethlehem et Hébron) quasiment impossibles. Au Nord, un tramway, construit par la France (Véolia et Alstom), relie Jérusalem et cette ceinture d'une trentaine de colonies entre elles, formant ainsi une véritable barrière entre la Cisjordanie et Jérusalem Est. A l'Est, enfin, c'est la colonie de Ma'ale Adumim et son potentiel d'une fois et demie Tel Aviv qui finit d'encercler et d'étouffer la partie arabe de Jérusalem. Toutes ces annexions territoriales sont également renforcées physiquement par le mur de séparation qui non seulement spolie les terres palestiniennes, mais aussi sclérose villes et villages palestiniens en les coupant de leur espace naturel. Sheikh Jarrah au Nord comme Silwan au Sud, sont les dernières pièces du système d'étouffement des quartiers arabes qui jouxtent la vieille ville de Jérusalem-Est. En y inversant les équilibres démographiques, Israël crée ainsi des corridors de peuplement homogènes reliant l'Ouest de la ville à cette enceinte de colonies en territoire palestinien. Et la méthode est toujours la même. Arguant de prétextes archéologiques, de lieux saints, ou d'un passé juif supposé ou réel, tout est bon pour chasser, expulser et détruire les habitations palestiniennes, et les remplacer par des populations juives. Dans un premier temps ce sont des colons fanatiques, juifs orthodoxes et ultra-nationalistes qui remplissent cette mission : tenir l'espace nouvellement colonisé en attendant que l'État s'y déploie et finisse par y implanter une population moins religieuse, attirée cette fois par des avantages économiques non négligeables, bénéficiant de prestations de logement et d'infrastructures bon marché au regard de la situation de l'immobilier dans le reste du pays.

Il n'aura fallu qu'une demi-journée aux habitants de Sheikh Jarrah pour assister à l'évacuation de deux immeubles familiaux, regroupant au total 9 familles soient 53 personnes et vivant dans ce quartier depuis 1958.

Quatre petites heures seulement à la police israélienne accompagnée des Magav (unité de police des frontières tristement célèbre par sa brutalité à l'encontre des civils palestiniens) pour mettre violemment, femmes, enfants et vieillards à la rue.

Une demi-journée pour saisir tous les effets personnels, meubles, linges, vêtements, les entasser dans des camions et aller les déverser, à même la rue, deux kilomètres plus loin, en face des bureaux de l'UNRWA. Une manière pour Israël de rappeler à cet organisme des Nations-Unies qu'il est souverain sur toute partie du territoire palestinien, qu'il ne saurait tolérer de l'ONU aucune autre prérogative que celle de gérer les conséquences économiques, sociales et sanitaires des évictions des populations palestiniennes. Un geste à mettre en écho avec le bombardement délibéré des bâtiments de l'ONU à Gaza, lors de l'offensive de l'hiver dernier, sitôt après les condamnations de l'UNRWA des massacres de civils perpétrés par l'armée israélienne dans la bande de Gaza.

Une demi-journée seulement enfin pour que les habitants de Sheikh Jarrah assistent médusés à l'arrivée d'une première famille de colons juifs prenant possession de la maison Hannoun, puis d'une seconde, s'installant chez les al-Ghawwy, sous les yeux de Mayssoun al-Ghawwy et de ses deux enfants. Une habitante de Sheikh Jarrah raconte : « Malgré une énorme tension et un formidable déploiement de police et de soldats, c'est un silence de plomb qui régnait dans le quartier. Le silence se brisait parfois par les sanglots des mères et les cris des enfants. Puis soudain, d'énormes scies circulaires se sont attaquées à toutes les portes d'entrée de la maison. Quelques secondes plus tard, de nouvelles portes avec de nouvelles serrures étaient installées. » Pendant la journée, gravats et déchets s'amoncelleront devant la maison, la nouvelle famille de colons réorganisant pour elle-même un intérieur conçu pour 6 familles palestiniennes. 6 familles, chez les al-Ghawwy, 4 chez les Hannoun, car il est interdit aux Palestiniens de Jérusalem de construire ou d'agrandir leurs maisons, la municipalité s'y opposant systématiquement.

Sous les caméras du service de la Sécurité intérieure israélien qui enregistre et menace toute velléités de solidarité envers familles palestiniennes, Salah, 37 ans, un habitant de Sheikh Jarrah, explique : « On assiste impuissant à une Nakbah quotidienne. Une fois mis hors de chez eux, les palestiniens savent qu'ils ne retrouveront jamais leurs maisons. Ils ont soixante ans d'expérience maintenant. Les israéliens veulent transformer ce quartier à l'image de ce qu'ils ont fait à Hébron, où une poignée de fondamentalistes juifs protégés par l'armée fait régner la terreur dans un centre ville désert pour faire un continuum sécurisé (c'est-à-dire vide de palestiniens) entre le Tombeau des Patriarches dans la vieille ville arabe et la colonie de Kiryat Arba ». 280 000 Palestiniens vivent aujourd'hui à Jérusalem-Est Près d'un millier de maisons palestiniennes y ont été détruites depuis les Accords d'Oslo. Près de 200 000 colons y sont aujourd'hui installés. L'organisation israélienne La Paix Maintenant annonçait en mars 2009 que le plan de colonisation à l'Est de Jérusalem prévoit la construction de 5 700 logements. A très court terme, la population juive sera majoritaire dans la partie arabe de Jérusalem.

Jérôme Anconina

7 septembre 2009

http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id_article=675

1-5 Jonathan Cook : Des spots publicitaires israéliens contre le mariage mixte exhortent la jeunesse américaine "perdue" à venir en Israël.

Sur la vidéo de 30 secondes, une série d'affichettes de personnes manquantes placardées aux angles de rues, dans le métro et sur les cabines téléphoniques, montre les photos de jeunes juifs, au-dessus du mot « **Perdu** » en différentes langues. Une voix-off demande à toute personne qui « connaît un jeune Juif vivant à l'étranger » d'appeler la téléassistance. « Ensemble, nous renforcerons leur lien à Israël, de manière à ne pas les perdre. » Le gouvernement israélien a lancé une campagne de spots publicitaires, à la télévision et sur Internet, exhortant les Israéliens à informer leurs amis et parents juifs à l'étranger qui pourraient être en danger d'épouser des non-

Juifs.

Les spots, qui usent de ce que les médias israéliens appellent « *manœuvres d'intimidation* », sont destinés à mettre un coup d'arrêt à l'assimilation par mariage mixte parmi les jeunes juifs de la diaspora (1) en encourageant leur départ vers Israël.

La campagne coûte 800.000\$ et une réponse à des rapports disant que la moitié de tous les Juifs hors Israël se marient avec des non-juifs. Ce n'est qu'une des nombreuses initiatives de l'Etat et des organismes privés israéliens pour tenter d'accroître la taille de la population juive d'Israël.

Selon un de ces spots, martelé par un des présentateurs-vedette du pays, l'assimilation est « *une menace nationale stratégique* », mettant en garde : « *Plus de 50% de la jeunesse de la diaspora est assimilée et perdue pour nous.* »

Adam Keller, de *Gush Shalom*, un groupe israélien pacifiste, a dit que c'était une référence tant à la crainte générale en Israël que le peuple juif puisse disparaître un jour par assimilation qu'à une inquiétude plus spécifique que, s'il s'agit de survie, Israël doit recruter davantage de Juifs pour sa « *guerre démographique* » contre les Palestiniens.

La question de l'assimilation a été mise en vedette par une série de sondages conduits sur plusieurs années par le *Jewish People Policy Planning Institute*, groupe d'experts établi à Jérusalem en 2002, comprenant des responsables israéliens et de la diaspora.

La recherche de l'institut a montré qu'Israël est le seul pays au monde avec une population juive significative dont la taille ne diminue pas. Le déclin ailleurs est imputé tant aux taux de naissance bas et aux mariages mixtes très répandus.

Selon l'institut, environ la moitié de tous les Juifs d'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis s'assimilent par mariage mixte, alors que le chiffre pour la communauté juive ex-soviétique atteint 80%.

Israël, dont la population juive de 5,6 million représente 41% de la communauté juive mondiale, s'est opposé aux mariages mixtes entre ses citoyens juifs et arabes en refusant de reconnaître de tels mariages, à moins qu'ils soient célébrés à l'étranger.

La campagne publicitaire vise en particulier les 5,7 millions de Juifs des Etats-Unis et du Canada, qui constituent la population juive la plus importante au monde. La plupart d'entre eux appartiennent au courant de la réforme libérale du judaïsme qui, contrairement aux orthodoxes, ne s'oppose pas au mariage mixte.

On pense qu'un tiers des Juifs de la diaspora ont des parents en Israël.

Selon les organisateurs de la campagne, plus de 200 Israéliens ont téléphoné à la téléassistance pour indiquer les noms de Juifs vivant à l'étranger, après la diffusion télévisée, mercredi, du premier spot de la campagne. Les appelants ont laissé les détails de leurs adresses email et de leurs comptes *Facebook* et *Twitter*.

Sur la vidéo de 30 secondes, une série d'affichettes de personnes manquantes placardées aux angles de rues, dans le métro et sur les cabines téléphoniques, montre les photos de jeunes juifs, au-dessus du mot « **Perdu** » en différentes langues. Une voix-off demande à toute personne qui « *connaît un jeune Juif vivant à l'étranger* » d'appeler la téléassistance. « *Ensemble, nous renforcerons leur lien à Israël, de manière à ne pas les perdre.* »

La campagne appuie un programme soutenu par le gouvernement, *Masa*, qui subventionne des séjours et des cours en Israël d'une durée allant jusqu'à un an, pour tenter de persuader les Juifs d'immigrer et de devenir citoyens. Environ 8.000 Juifs de la diaspora suivent ce programme chaque année.

Le gouvernement a essayé de développer *Masa* parallèlement à un programme rival, *Birth right Israel*, qui fait venir en Israël près de 20.000 jeunes de la diaspora chaque année pour un séjour de 10 jours tous frais payés pour rencontrer des soldats israéliens et visiter des sites en Israël et en Cisjordanie considérés comme importants pour le peuple juif.

Bien que l'utilité de *Birth right* pour promouvoir une image positive d'Israël soit reconnue, les responsables craignent qu'il n'ait qu'un effet limité pour pousser ses participants principalement nord-américains à déménager en Israël. Beaucoup le voit comme des vacances gratuites.

Les différences d'approche des deux programmes ont été soulignées en juillet lorsqu'un des directeurs de *Birth right*, Shlomo Lifshitz, a démissionné et est entré à *Masa* après avoir déclaré aux médias israéliens qu'on lui avait interdit d'exhorter les participants de *Birth right* à migrer en Israël et à fuir le mariage mixte.

En lançant la campagne, le directeur général de *Masa*, Ayelet Shilo-Tamir, a mis en garde contre le fait que l'assimilation mondiale mettait les Juifs « *au bord de la croissance négative* ».

Les responsables de *Masa* ont dit que les jeunes Juifs qui participaient à leurs projets renforçaient leur identité juive et étaient plus enclins à devenir actifs d'un point de vue politique et social sur les questions liées à Israël.

La campagne a rapidement provoqué une tempête de débats sur les blogs juifs, en particulier aux Etats-Unis, certains la considérant comme « *créatrice de divisions* » et une insulte à la progéniture juive des mariages mixtes. Un lien vers la campagne de *Masa*, « **Perdu** », a été retiré de la page d'accueil de son site hier, certainement en réponse au retour de manivelle.

La campagne risque cependant de toucher la corde sensible en Israël, où un sondage de 2007 révélait que 46% des Israéliens juifs pensaient que tous les Juifs devraient vivre en Israël parce que c'était « *le seul moyen pour qu'Israël et le peuple juif se renforcent* ».

Cette position a été reprise par les dirigeants israéliens, bien que la plupart d'entre eux aient fait attention à ne pas perturber l'équilibre délicat des relations avec les communautés de la diaspora.

On a considéré que l'ancien Premier ministre Ariel Sharon avait largement dépassé ces limites en 2004 lorsque, pendant une visite en France, il a exhorté les Juifs français à venir en Israël parce que la France était le théâtre de la « *propagation de l'antisémitisme le plus sauvage* ».

Sharon voulait ouvertement qu'un million de Juifs immigrer en Israël pour contrer une « menace démographique » venant de la croissance rapide de la population palestinienne tant en Israël que dans les territoires occupés. La parité numérique entre les Juifs et les Palestiniens vivant dans la région serait atteinte d'ici dix ans.

Ce thème a été repris par ses successeurs, Ehud Olmert et Benjamin Netanyahu.

L'inquiétude est croissante en Israël parce que les taux d'immigration ont régulièrement décliné depuis qu'une grande vague d'un million de Juifs soit arrivée de l'ex Union Soviétique dans les années 1990. Le chiffre d'absorption pour l'année dernière – 16.500 – est le plus bas depuis les années 1980. On pense aussi qu'il y a une tendance grandissante de Juifs nantis qui quittent Israël pour l'étranger, bien que les chiffres ne soient pas publiés.

M. Keller, de Gush Shalom, dit que peu de Juifs des Etats-Unis ou d'Europe, les principales cibles de la campagne, ont besoin de venir en Israël pour des raisons matérielles. « Ils viennent pour des motifs idéologiques et beaucoup d'entre eux sont des nationalistes de droite qui peuvent être encouragés à s'installer en Cisjordanie. »

Le gouvernement israélien et divers organismes subventionnent l'immigration des Juifs de la diaspora en Israël. L'année dernière, l'Agence Juive a confié la responsabilité de l'installation des nouveaux immigrants à Nefesh B'Nefesh, un organisme privé qui fait la promotion d'une dizaine de colonies en Cisjordanie sur son site en ligne, dont des communautés dures telles que Kedumin, près de Naplouse, et Efrat, près de Bethléem. « La semaine dernière, la télévision israélienne a montré un groupe d'immigrants arrivant en Israël pour aller à Efrat, » dit M. Keller. « On les a vus, accueillis et soutenus avec enthousiasme à l'aéroport par une foule d'Israéliens applaudissant et brandissant des drapeaux israéliens. »

(1) "Diaspora"... encore faudrait-il qu'il y ait « un territoire ou un pays d'origine ». Parlons-nous de « diaspora chrétienne » ? (ndt)

Jonathan Cook

Source : [Counter Punch](#)

Traduction : MR pour ISM

1-6 Dror FEILER : L'amalgame entre un État et un peuple vise à empêcher toute enquête.

Je traduis avec plaisir cet article de l'artiste suédois d'origine israélienne Dror Feiler, qui défraya la chronique il y a quelques années, lorsque l'ambassadeur israélien attaqua physiquement une de ses œuvres exposée dans un musée de Stockholm.

Mais je me permettrai deux remarques amicales :

1- j'ignore ce qu'est le "peuple juif" dont parle Dror, et dont Shlomo Sand a expliqué dans un livre fondamental qu'il s'agissait d'une "invention";

2- Ce n'est pas depuis 42 ans (1967), comme l'écrit Dror, qu'Israël viole le droit, mais depuis 61 ans (1948). Allez, Dror, encore un effort pour devenir antisioniste ! - **FG, Tlaxcala**

Selon le ministre des Affaires étrangères israélien, Avigdor Lieberman, la Suède a un problème majeur qui appelle des mesures: la liberté d'expression.

Israël veut donc donner un coup de main en exigeant que le gouvernement suédois, au mépris de ses lois sur la liberté de la presse, condamne un article paru dans Aftonbladet le 17 août, qui fait état de soupçons [de vols d'organes de Palestiniens par les Israéliens, NdT] que le gouvernement et l'armée israéliens rejettent.

Israël nie aussi avoir des armes nucléaires, avoir utilisé du phosphore blanc contre des civils et utiliser des Palestiniens comme boucliers humains. Je ne veux pas dire par là que toutes les accusations contre Israël sont vraies, mais qu'il faut prendre les dénégations, qui sont un réflexe naturel du gouvernement israélien, avec une certaine dose de sel. La meilleure façon de savoir si les allégations ont un quelconque fondement est d'enquêter pour chercher la vérité. Le plus tôt sera le mieux.

Mais permettez-moi de rappeler d'abord à ceux qui, bien qu'ils sachent la vérité, continuent de propager autre chose :

Depuis 42 ans (sic), Israël a ignoré les résolutions de l'ONU, les Conventions de Genève et le droit international. Depuis 42 ans (resic), le gouvernement et les médias israéliens ont, par réflexe, estampillé les accusations contre l'armée israélienne de crimes contre le droit international comme antisémites. Je tiens à souligner que les crimes dont je veux parler sont les colonies de peuplement illégales en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, les évictions de masse, les exécutions extrajudiciaires et les châtiments collectifs et non pas les soupçons [de vols d'organes, NdT] que les familles palestiniennes ont contre l'armée israélienne.

Mais maintenant que les médias et le gouvernement israéliens propagent des accusations fausses et vicieuses, saluées avec enthousiasme par de certains auteurs et politiciens en Suède, on a le même schéma: la chose la plus importante n'est pas ce que dit vraiment l'article, mais ce à quoi on pourra l'utiliser. Une méthode que j'ai moi-même subi dans le cadre de mon installation « Blanche-Neige et la folie de la vérité », qu'un ancien ambassadeur israélien a attaquée physiquement.

Dans l'article qui a fait voir rouge à Israël, il est certes écrit que des jeunes Palestiniens recherchés par l'armée israélienne ont été tués, et que leurs corps, recouverts, ont été rendus quelques jours plus tard, si bien que leurs familles en ont conçu le soupçon qu'on avait prélevé des organes sur eux. Il se peut que l'association faite entre les possibles agissements individuels de soldats israéliens en 1992 et le réseau de trafic d'organes récemment

découvert soit mal venue, mais cela ne doit pas nous empêcher de poser la question: Qu'est-il arrivé à ces corps ?

Mais personne n'a parlé - ou écrit – de soldats juifs, ni les familles palestiniennes ni l'auteur de l'article Donald Boström. Non, les soupçons se portent sur des soldats de l'armée israélienne qui ont pu être impliqués dans des incidents spécifiques.

L'armée d'Israël n'est pas une armée juive. Elle comprend des personnes d'ethnies et de religions différentes: les Druzes et les Bédouins, par exemple, ne sont pas juifs (20 pour cent des citoyens israéliens ne sont pas juifs). En outre, plus de juifs vivent hors d'Israël qu'en Israël. Par conséquent, il est évident pour la plupart des gens, dont Donald Boström, qu'il serait erroné et aussi raciste d'associer le peuple juif avec les crimes dans lesquels des soldats israéliens sont soupçonnés d'être impliqués, ce qui n'est d'ailleurs pas fait dans l'article. Ou d'incriminer le peuple juif pour les crimes avérés commis par l'État et l'armée israéliens pendant 42 ans (resusc). Seuls en sont responsables ceux qui les ont commis et ceux qui sont politiquement responsables de ces actes.

Le fait que certains, ici ou là, insistent pour faire un tel amalgame erroné et déplaisant ne doit pas empêcher une critique sérieuse ou une enquête. Sinon, un tel tabou serait une restriction non-dite à la liberté d'expression.

Curieusement, ceux qui assimilent automatiquement Israël avec le peuple juif et vice versa, sont deux groupes diamétralement opposés: d'une part le gouvernement israélien, soutenu par ceux qu'on appelle les amis d'Israël, racistes, d'autre part divers groupes racistes/antisémites.

Et voilà qu'on voudrait maintenant que la Suède prenne exemple sur Israël en matière de vraie démocratie et de liberté d'expression.

Maintenant que des voix s'élèvent en Israël pour restreindre la liberté d'expression pour tous ceux qui sont considérés comme des «diffamateurs» d'Israël comme l'universitaire israélien Neve Gordon, qui dans le Los Angeles Times du 20 août, a écrit qu'Israël remplit tous les critères pour être défini comme un État d'apartheid parce que certaines lois y donnent des avantages aux juifs et discriminent les Palestiniens.

La Suède doit préserver la liberté d'expression au lieu d'adopter la vision arbitraire qu'a le gouvernement israélien de la liberté de la presse et de la démocratie.

Mais le climat beaucoup plus rude du débat israélien a contaminé dans notre pays [la Suède, NdT], ceux des faiseurs d'opinion qui, comme Gunnar Hökmark sont heureux d'aider Israël à poursuivre sans ingérence ses violations du droit international. Par conséquent, toute tentative d'ébranler l'image qu'Israël veut donner de lui-même sera la cible d'attaques sans scrupules et d'accusations infondées d'antisémitisme.

Il est frappant que, au moment même où Israël exige que le gouvernement suédois condamne un article dans Aftonbladet, il multiplie les obstacles à une commission internationale d'enquête, sous mandat de l'ONU, pour enquêter sur les éventuelles violations par Israël du droit international dans les territoires occupés en général et les abus de l'armée israélienne à Gaza en particulier.

Faire automatiquement le black out et jouer les innocents, que ce soit suite à un « article à sensation » ou face à une mission sérieuse de l'ONU, nuit gravement aux intérêts du peuple israélien et fait honte à Israël.

Dror FEILER

Traduit par Fausto Giudice

Source : L'auteur et *Aftonbadet* - [Israels armé är inte judisk - Stat och folk blandas ihop för att stoppa seriös granskning](#)

Article original publié le 27/8/2009

[Sur l'auteur](#)

Fausto Giudice est membre de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=8578&lg=fr>

1-7 Israël programme de nouvelles constructions à Jérusalem-Est.

Malgré le tollé provoqué par le projet de nouvelles constructions juives en Cisjordanie, Israël poursuit son programme de développement immobilier à Jérusalem-Est. Le gouvernement a expliqué mercredi que les restrictions à la colonisation ne concernaient pas la Ville sainte.

Deux jours après le feu vert donné par le cabinet israélien à la construction de 455 nouveaux logements en Cisjordanie, l'organisme public chargé des terres a réactivé mardi un programme immobilier, pourtant enlisé depuis un an, dans le quartier juif de Pisgat Zeev, hors des limites nord-est de Jérusalem.

Ce programme avait déjà été approuvé par le gouvernement, mais il était retardé depuis un an en raison de divergences avec les entreprises de BTP sur les tarifs. Mardi, l'organisme public a décidé de relancer son appel d'offres pour la construction de 486 nouveaux appartements dans ce quartier de Jérusalem-Est. Si ce projet voit le jour, il rapprocherait Pisgat Zeev des quartiers palestiniens voisins.

Les Etats-Unis, principal allié d'Israël, et l'Union européenne, son principal partenaire commercial, réclament le gel de la colonisation juive dans les territoires palestiniens occupés par Israël en Cisjordanie et à Jérusalem-Est afin de favoriser la relance du processus de paix au Proche-Orient. Les Palestiniens refusent de reprendre les négociations tant que la colonisation se poursuivra.

Mercredi, l'Union européenne a une nouvelle fois réclamé l'arrêt total de la colonisation juive dans tous les territoires palestiniens, exprimant sa "grave préoccupation" après le feu vert donné aux nouvelles constructions à Jérusalem-Est. "L'Union européenne réitère son appel à Israël à mettre fin immédiatement aux activités de

colonisation, y compris à Jérusalem-Est", a souligné l'UE dans un communiqué.

Mais l'Etat hébreu, gouverné actuellement par une coalition de droite pro-colons, reste sourd aux pressions internationales. Il se dit prêt à limiter les nouvelles constructions en Cisjordanie, mais il refuse de les geler totalement, et surtout, il exclut Jérusalem de cette politique.

"Si le gouvernement israélien, dans l'intérêt du processus de paix, veut bien envisager de strictes limitations aux constructions en Cisjordanie, cela ne s'applique pas à Jérusalem", a expliqué mercredi le porte-parole du gouvernement, Mark Regev, interrogé par l'Associated Press. "La position du gouvernement est que Jérusalem-Est et restera la capitale unifiée d'Israël."

L'Etat hébreu a conquis Jérusalem-Est -partie arabe de Jérusalem- lors de la Guerre des Six-Jours en 1967 et l'a immédiatement annexé, contrairement à la Cisjordanie qu'il s'est contenté d'occuper. Cette annexion suivie de la proclamation de la ville unifiée comme capitale d'Israël n'a jamais été reconnue par la communauté internationale. L'appel d'offres pour Pisgat Zeev permet au Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou de "s'engager activement dans la colonisation à Jérusalem, tout en affirmant surnoisement que ce n'est pas nouveau", a dénoncé Danny Seidemann, conseiller juridique d'Ir Amim, un mouvement israélien favorable à la coexistence entre Israéliens et Palestiniens dans la Ville sainte. "Dans les déclarations, (Nétanyahou) va dans la direction d'Obama. Mais, dans les faits, il vide tout futur engagement sur un gel de la colonisation de l'essentiel de sa signification."

Quelque 300.000 Israéliens vivent dans des colonies juives en Cisjordanie aux côtés de 2,5 millions de Palestiniens. Et 180.000 autres vivent dans des quartiers juifs à Jérusalem-Est. Les Palestiniens veulent faire de la partie orientale de Jérusalem la capitale de leur futur Etat.

Plus de la moitié des Palestiniens morts dans l'offensive israélienne étaient des civils, selon l'ONG B'Tselem. Plus de la moitié des 1.387 Palestiniens qui ont perdu la vie lors de l'offensive israélienne "Plomb durci", du 7 décembre 2008 au 18 janvier 2009, étaient des civils, a expliqué mercredi matin B'Tselem, une ONG israélienne de défense des droits de l'Homme.

L'ONG s'appuie sur les documents, les photos et les témoignages qu'elle a rassemblés pendant plusieurs mois, raconte sa porte-parole Sarit Michaeli. Ces chiffres pourraient pousser le gouvernement israélien à lancer une enquête indépendante sur les trois semaines de guerre menée contre le Hamas dans la bande de Gaza.

Selon B'Tselem, 773 civils palestiniens, dont 252 enfants âgés de moins de 16 ans, 330 militants, dont 19 mineurs et 248 officiers de police ont été tués. Ce bilan inclut 36 cas, pour lesquels B'Tselem ne sait pas s'ils sont liés aux hostilités qui étaient en cours. Dans 20 autres cas, B'Tselem dénonce des violations avérées des droits de l'Homme par les soldats israéliens présents : tirs sur civils identifiés ou civils qui servent de boucliers humains. De son côté, l'armée israélienne a établi dans son bilan que 709 militants ont trouvé la mort, 1.166 Gazaouis en tout. Les organisations palestiniennes parlent de plus de 1.400 décès en tout.

Tunisie : deux opposants modérés candidats à la présidentielle d'octobre

Ahmed Inoubli, chef de l'Union démocratique unioniste (UDU), une formation de l'opposition légale en Tunisie, a officiellement déposé mercredi sa candidature à l'élection présidentielle prévue le 25 octobre.

C'est le deuxième opposant modéré à entrer dans la course face à l'actuel chef de l'Etat, Zine El Abidine Ben Ali, après le dirigeant du Parti de l'unité populaire (PUP), Mohamed Bouchiha.

Il a affiché la détermination de son parti, d'obédience nationaliste arabe, de "lutter contre toutes les forces de régression et toutes les formes d'acculturation et de déracinement".

Agé de 51 ans, M. Inoubli entend s'opposer à "tous ceux qui tentent de porter atteinte à la souveraineté nationale", sans les nommer.

Quant à M. Bouchiha, 60 ans, il estime que sa candidature offre à ses "concitoyens l'opportunité de choisir entre les programmes et les concepts proposés dans toute leur diversité", ce qui, considère-t-il, est l'essence même de la démocratie".

L'un et l'autre ne se font pas cependant d'illusions quant à l'issue du scrutin que l'actuel président, au pouvoir depuis 1987, est quasiment assuré de remporter vu le déséquilibre des forces.

Fort du soutien du puissant parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qui, selon ses dirigeants, compte plus de deux millions d'adhérents sur une population de 10 millions d'habitants, M. Ben Ali briguera un cinquième mandat de cinq ans.

mercredi 9 septembre 2009, par [La Rédaction](#)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article865>

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Myriam Abraham : Encore un nouvel Institut de Propagande Fasciste Sioniste aux USA

La " Society for the Management of Historical Reason" (SMHR) Un nouvel institut de propagande chargé de contrôler et de contrer les analogies historiques faites sur les USA et Israël vient d'être créé aux USA avec son abcdaire du parfait formatage historique propagandiste fasciste basé sur des raisonnements de fous furieux dangereux.

Dans son discours de présentation de la nouvelle organisation la "Society for the Management of Historical Reason" (SMHR) le directeur général, Michael O'Hankon, qui a longtemps fait partie de la Brookings Institution, a

parlé de l'urgence de sa nouvelle mission. "Nous savons que par les temps qui courent, permettre à n'importe qui n'importe où d'établir et de diffuser des parallèles entre les politiques des USA et celles poursuivies par d'autres nations dans l'histoire peuvent avoir des conséquences incalculables pour la sécurité américaine. Par conséquent nous allons aider ceux qui travaillent sur le raisonnement historique à diffuser leurs idées seulement en faisant des parallèles qui affirment que les US et leur proche allié, Israël, se tiennent en dehors des lois de causalité qui gouvernent le sort des autres peuples sur terre".

Concrètement, en pratique O'Hankon a expliqué comment ils allaient procéder :

"Nos ennemis partout dans le monde ont pendant longtemps suggéré que quand les USA et Israël attaquent ou envahissent d'autres nations, comme tout autre état militairement puissant avant eux, ils le font pour contrôler des terres ou ressources du pays envahi. Quand de la désinformation de ce genre apparaît, la première ligne de défense c'est, comme cela a toujours été, d'accueillir cette explication avec un profond silence, et si cela échoue, de se moquer avec condescendance de la personne comme étant un imbécile Chomskyite (allusion à Noam Chomsky). Si, après tout ceci, il y a encore un reporter insuffisamment formé pour imprimer ou passer sur les ondes cette analogie grotesque, c'est alors que nos agents de la raison historique entrent en action. En quelques jours, ils vont produire un minimum de 5 articles de première page dans les quotidiens américains les plus lus, concus chacun à sa façon pour réaffirmer le caractère complètement défensif et moralement sans faille de la politique étrangère américaine et israélienne".

A la fin de la présentation de ce nouvel organisme propagandiste fasciste américanosioniste, visant à falsifier sous couvert de "raison historique" la vérité historique, alors que les faits parlent d'eux-mêmes, les participants ont reçu une petite compilation de certaines des analogies historiques actuellement utilisées pour qualifier les actions américaines et israéliennes et la réponse du SMHR pour contrer chacune d'elle.

Ci dessous quelques exemples de cette compilation.

" Analogie 1 : un peuple qui envahit la terre d'un autre peuple l'a presque toujours fait pour augmenter son poids sur la scène internationale.

Donc les US et Israël l'ont probablement fait pour la même raison.

" SMHR propagande 1 : ces deux nations ont attaqué d'autres nations principalement pour des raisons défensives. Et s'ils ont un objectif plus large c'est toujours d'apporter à ceux qui sont envahis des bienfaits : soit une économie avancée soit la démocratie.

" Analogie 2 : Tous les états par le passé qui se sont engagés militairement de multiples façons, continuellement, au loin, contre d'autres nations (l'Espagne au XVIème, la France de Napoléon, la Grande Bretagne, le Portugal au XXème siècle) se sont finalement appauvris au point qu'ils n'ont pu ni maintenir leur réseau d'influence international ni être compétitifs économiquement face aux autres puissances de l'époque. C'est ce qui se passe probablement avec les US.

" SMHR propagande 2 : à la différence des autres nations les US sont peuplés d'individus avec un "esprit entrepreneurial " spécial programmé socialement qui leur permettra d'inventer perpétuellement des moyens d'éviter tout type de décadence et de déclin qui se sont traditionnellement abattus sur les autres nations.

" Analogie 3 : Quand les élites financières, politiques et militaires du pays se considèrent généralement comme au dessus des lois, et montrent plus de loyauté envers les membres de leur caste que de la population en général, c'est en principe un signe d'un déclin irréversible preuve d'une décadence sociale, de luttes entre factions, et finalement de différents coups. C'est probablement ce qui se passe aux US.

" SMHR propagande 3 : Les US, à la différence des autres nations, ont une structure constitutionnelle née de la sagesse plus ou moins parfaite de nos pères fondateurs et par conséquent effectueront les mutations nécessaires par le biais du système judiciaire et des assemblées de juges pour protéger le bien commun et les libertés individuelles contre toute concentration de pouvoir lourd.

Et même lorsqu'à un moment donné de l'histoire il y a des concentrations de pouvoir plus importants que souhaités, l'effet de pendule se manifesterà dans la génération suivante d'acteurs politiques.

" Analogie 4 : Depuis l'avènement du concept de guerre totale dans les années 30 et 40, le terrorisme est devenu pour les nations les plus avancées militairement l'outil principal pour obtenir un avantage géopolitique.

Ainsi les US et Israël utilisent un armement high tech (bombardiers B-52, Hélicoptères Apache équipés de mitrailleuses, et des drones) contre des populations civiles non armées dans des territoires qui ne leur appartiennent pas et sont souvent à des milliers de km de la mère patrie (de l'allemand Heimat), cherchant probablement à terroriser les habitants de ces lieux pour les soumettre à leur volonté politique.

" SMHR propagande 4 : comme nous l'avons vu dans SMHR 1, les Américains et les Israéliens attaquent presque toujours les autres pour des raisons purement défensives. Par conséquent les seuls véritables terroristes impliqués dans des opérations sont les personnes qui sont suffisamment folles pour essayer de lutter contre la force écrasante des Américains et des Israéliens.

Par exemple, l'adolescent canadien-afghan, Omar Khadr, est devenu terroriste en Afghanistan, a lancé une grenade à main qui a tué un soldat américain envahisseur près de sa maison à Khost, ce qui a nécessité plusieurs années de torture pour le réhabiliter à Guantanamo. Le terrorisme ne cessera que seulement quand des gens comme Khadr apprendront à accepter la bienveillance fondamentale des actions américaines et israéliennes et apprendront à arrêter de réagir contre.

" Analogie 5 : Quand, comme il l'a fait en 2006, Israël a lancé une guerre en grande partie non provoquée visant à

détruire totalement les infrastructures modernes d'un pays voisin, certains ont comparé cela à la Blitzkrieg allemande contre la Pologne en 1939.

De même quand l'armée high tech israélienne a assiégé la population de Gaza déjà isolée et affamée à la fin de 2008 et les premiers jours de 2009, certains ont comparé cette terrible tragédie au ghetto de Varsovie à la fin de la seconde guerre mondiale.

" SMHR propagande 5 : on doit toujours se rappeler que les seuls à avoir le droit de faire des analogies entre les horreurs du Nazisme et tout catastrophe actuelle sont les Israéliens eux mêmes et leurs nombreux supporters dans la presse américaine.

Par exemple, si l'universitaire arabe, Rashid Khalidi, devait comparer d'une quelconque manière le sort actuel des Palestiniens à celui des Juifs d' Europe entre 1933 et 1945, il serait immédiatement coupable de minimiser les horreurs endurées par les Juifs sous les Nazis. Cependant, à chaque fois que Bill Kristol ou Charles Krauthammer veulent comparer le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, le dirigeant du Hezbollah, Hassan Nasrallah, ou le chef du Hamas, Ismail Haniyeh, à Hitler, et ceux qui les suivent aux Nazis, ce n'est pas minimiser. C'est tout à fait licite et ce sera largement publié le plus souvent possible et en insistant dessus dans les médias de masse.

Les personnes (journalistes, membres de cette organisation, simples observateurs...) présents lors de cette conférence ont été encouragés à la fin, à la sortie, à signer un engagement à suivre cette propagande fasciste délirante et dangereuse.

Parmi les représentants des médias qui ont signé :

David Gregory de GE-NBC,

John King de Time- Warner - CNN,

Charles Gibson de Disney - ABC,

Michael Gordon du NYT.

Source de certaines informations un article de Thomas Harrington du 19/08/09 - Macondo News Service

Myriam Abraham

26 Août 2009

http://www.planetenonviolence.org/Encore-Un-Nouvel-Institut-De-Propagande-Fasciste-Sioniste-Aux-USA_a1997.html

3 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Netanyahu fait état de divergences à aplanir avec Washington.

Benjamin Netanyahu, qui rencontre lundi l'émissaire George Mitchell, note qu'il reste des divergences à aplanir avec Washington sur les conditions de reprise des pourparlers avec les Palestiniens.

"Il reste du travail à faire. Il y a des progrès sur quelques points et certaines choses sur lesquelles nous devons encore progresser", a dit Netanyahu aux journalistes.

"J'espère que nous parviendrons à réduire les écarts, voire à combler les vides de façon à être en mesure d'avancer dans le processus diplomatique", a-t-il dit sans donner de précisions.

George Mitchell, arrivé samedi soir en Israël pour réclamer un gel des colonies juives et une relance des négociations, a rencontré dimanche le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman. "J'espère que ce sera une bonne rencontre", a-t-il dit au début de l'entrevue. Il devait s'entretenir plus tard avec le président Shimon Peres et verra mardi le président palestinien Mahmoud Abbas à Ramallah, en Cisjordanie.

Les dirigeants israéliens attendent de Mitchell qu'il fasse état de progrès dans les efforts de Washington pour persuader les pays arabes de prendre des mesures préliminaires à la normalisation de leurs relations avec Israël, ceci dans le cadre de tout accord éventuel sur les implantations juives.

Benjamin Netanyahu devait se rendre ce dimanche au Caire pour des entretiens avec le président égyptien Hosni Moubarak, sans doute axés sur la question des colonies.

On s'attend aussi à ce que les deux hommes parlent de la médiation entreprise par l'Egypte pour organiser un échange de prisonniers entre Israël et le Hamas, opération à la faveur de laquelle serait notamment libéré le sergent franco-israélien Gilad Shalit, retenu en otage depuis 2006 dans la bande de Gaza.

RENDEZ-VOUS À TROIS À NEW YORK ?

Un accord sur l'arrêt des constructions de logements en Cisjordanie pourrait favoriser une rencontre entre Netanyahu, Abbas et le président américain Barack Obama autour du 23 septembre à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'Onu.

Mahmoud Abbas a exclu de reprendre les pourparlers de paix avec Israël, suspendus depuis décembre, si l'Etat juif ne s'engage pas à geler les colonies comme le prévoit la "feuille de route" de 2003 qui définit un itinéraire censé aboutir à la création d'un Etat palestinien.

"(Abbas) dira à M. Mitchell ce qu'il lui a dit à leur dernière rencontre : il n'y aura pas de compromis sur les colonies. Israël doit arrêter toutes les activités de peuplement, y compris la croissance naturelle", a déclaré le négociateur palestinien Saëb Erekat.

Faisant valoir la nécessité de loger les familles de colons qui connaissent une "croissance naturelle", Netanyahu a annoncé que la construction d'environ 2.500 logements destinés aux Israéliens de Cisjordanie se poursuivrait, et que Jérusalem ne serait intégrée à aucun accord sur les colonies.

Quelque 500.000 Israéliens vivent en Cisjordanie, territoire conquis durant la guerre des Six-Jours de 1967 et revendiqué par les Palestiniens pour leur futur Etat, ainsi qu'à Jérusalem-Est, secteur arabe qu'Israël a annexé comme partie intégrante de sa capitale - initiative non reconnue sur le plan international.

Les Palestiniens, dont le nombre s'élève à trois millions environ en Cisjordanie, considèrent que les colonies les privent de terres nécessaires pour un pays viable.

Ehud Barak, ministre israélien de la Défense, a approuvé lundi 455 permis de construire dans les colonies.

L'initiative est largement interprétée en Israël comme un geste envers les colons avant un moratoire possible sur les constructions.

13/9

http://fr.news.yahoo.com/4/20090913/twl-po-netanyahu-38cfb6d_1.html

3-2 Abou Halbia : La continuation des constructions dans les colonies affirme le soutien d'Obama aux sionistes.

Le président de l'organisation international d'al-Qods et le rapporteur du comité d'al-Qods au conseil législatif palestinien, Dr. Ahmed Abou Halbia, a affirmé que la décision de l'occupation israélienne de confisquer des terres agricoles palestiniennes dans la ville occupée d'al-Qods et dans ses alentours pour construire des colonies et des casernes vient dans le cadre d'une série de plans sionistes qui visent à réaliser les rêves sioniste et dominer, complètement, al-Qods.

Dans une déclaration spéciale au centre palestinien d'information, Abou Halbia a dit, que le plan de l'ennemi sioniste vient dans le cadre d'un programme rapide et très dangereux pour encercler la ville occupée d'al-Qods et la mosquée sainte d'al-Aqsa par les colonies sionistes.

Il a dit que le rapport de l'Union Européenne qui a annoncé, le lundi 7/9, la construction de plus de 500 unités coloniales dans la ville occupée d'al-Qods affirme le soutien de la direction américaine dirigée par le président, Barack Obama, aux sionistes.

CPI

09-09

3-3 Les Israéliens divisés sur un gel de la colonisation.

Les Israéliens sont divisés sur le gel de la colonisation dans les Territoires palestiniens réclamé notamment par les Etats-Unis et l'Union Européenne, selon un sondage rendu public jeudi par la radio publique.

A la question: "Etes-vous partisan d'un gel dans les Territoires palestiniens ?", 44,7% des personnes interrogées répondent par l'affirmative tandis que 38% s'y déclarent opposées, le reste étant sans opinion.

Par ailleurs, 65% des Israéliens ont une opinion positive du Premier ministre de droite Benjamin Netanyahu et 60% de son ministre de la Défense Ehud Barak, chef du Parti travailliste et partenaire de la coalition au pouvoir. Le chef controversé de la diplomatie israélienne, l'ultra-nationaliste Avigdor Lieberman, recueille 49% d'opinions favorables, tandis que la cote de popularité de Tzipi Livni, la dirigeante du parti centriste Kadima, la principale formation d'opposition, n'atteint que 47%.

Si des élections législatives avaient lieu aujourd'hui, le Likoud, le parti de M. Netanyahu, obtiendrait 32 mandats contre 27 actuellement, Kadima n'aurait que 24 députés --soit quatre de moins que dans la présente législature. Israël Beitenou, la formation de M. Lieberman, reculerait également de deux sièges à 13, alors que les Travaillistes de M. Barak en perdrait un à 12.

M. Netanyahu a récemment décidé d'accélérer la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-est avant d'annoncer un éventuel "moratoire" de plusieurs mois destiné à apaiser la communauté internationale, qui réclame un gel total des constructions pour permettre la reprise des négociations de paix avec les Palestiniens.

Les autorités israéliennes ont approuvé cette semaine des permis de construire pour près de 500 appartements dans un quartier de colonisation à Jérusalem-est (annexé) ainsi que des projets pour bâtir 455 logements en Cisjordanie occupée.

Quelque 300.000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et quelque 220.000 autres se sont installés dans une douzaine de quartiers érigés à Jérusalem-est.

Le sondage a été réalisé par l'Institut Shivouk Panorama auprès de 511 personnes représentatives de la population israélienne, y compris parmi la minorité des Arabes israéliens, avec une marge d'erreur de 4,4%.

10 septembre

3-4 Les Forces d'Occupation mettent le feu à un bateau de pêche à Gaza -

La Marine israélienne a attaqué plusieurs bateaux de pêche qui travaillaient dans les eaux territoriales palestiniennes. Le bateau d'Abu Adham a été criblé de balles, et visé par des roquettes. Le bateau a pris feu.

Bien qu'ils aient réussi à ramener le bateau dans le port de Gaza alors qu'il était en feu, les pêcheurs n'ont pas pu empêcher la destruction du bateau.

En Novembre 2008, le bateau de pêche d'Abu Adham a été saisi par la marine israélienne et tous les pêcheurs ont été kidnappés et transférés en Israël. Les pêcheurs et le bateau ont ensuite été libérés sans inculpation.

En Juin 2009, la Marine israélienne a attaqué le bateau, le criblant de balles à la mitrailleuse, causant des dégâts considérables, et tuant presque l'équipage. Le bateau a ensuite été saisi et les pêcheurs ont été kidnappés et transférés en Israël. Sur le chemin vers le port d'Ashdod, Adham le capitaine du bateau de pêche, a été battu par les marins israéliens. Les pêcheurs et les bateaux ont ensuite été libérés sans inculpation.

Le 31 août 2009, la Marine israélienne a attaqué plusieurs bateaux de pêche qui travaillaient dans les eaux territoriales palestiniennes. Le bateau d'Abu Adham a été criblé de balles, et visé par des roquettes. Le bateau a pris feu. Bien qu'ils aient réussi à ramener le bateau dans le port de Gaza alors qu'il était en feu, les pêcheurs n'ont pas pu empêcher la destruction du bateau.

Deux jours avant cette attaque, la marine israélienne a tué un pêcheur palestinien dans la même zone. Il a été signalé qu'il n'était qu'à 4 quatre mètres de la rive lorsqu'une vedette israélienne a tiré un obus sur lui. Il a été décapité.

31 août

ISM-Gaza

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19